



Elections européennes 2014

Idées centrales pour une Europe plus durable, plus écologique, plus sociale et plus démocratique

www.meco.lu
Tel. 43 90 30-1

6, rue Vauban
L-2663 Luxembourg



**mouvement
écologique**

EU-Wahlen 2014

VIRSCHLÉI VUM
MOUVEMENT ECOLOGIQUE

Impressum

EU-Wahlen 2014

Publié par le Mouvement Ecologique asbl

Tel. 43 90 30-1 – Fax 43 90 30-43
CCPL: LU16 1111 0392 1729 0000
e-mail: meco@oeko.lu
www.meco.lu
Mouvement Ecologique asbl

secrétariat

6, rue Vauban (Pfafenthal) – Luxembourg
Gréngen Telefon/ Téléphone vert
43 90 30-1

Permanence

Lundi-Jeudi : 8H00-12H00 & 14H00-17H00
Vendredi : 8H00-12H00, fermé l'après-midi

()Les propositions du Mouvement Ecologique sont formulées par analogie aux revendications à échelle européenne de « Friends of the Earth Europe » (www.foeeurope.org/) et du « Bureau Européen de l'Environnement » (www.eeb.org/), deux associations dont le Mouvement Ecologique est membre. Certaines propositions s'inspirent de celles issues d'organisations soeurs autrichiennes et allemandes, mais surtout des revendications politiques qui ont été formulées de concert par les organisations écologiques allemandes (www.dnr.de). Pour des raisons de lisibilité, les passages de textes reproduits ne sont pas marqués de manière distinctive.*



L'Union Européenne vit actuellement une crise profonde. L'accord de libre-échange entre l'UE et les Etats-Unis illustre de manière très emblématique à quel point l'UE s'éloigne de ses objectifs démocratiques, sociaux ou encore écologiques. La création d'une zone de libre-échange transatlantique devrait relancer l'économie et – selon les sources officielles – contribuer à atteindre une croissance de 0,5% en 10 ans, soit (seulement) 0,05% par an. En termes de croissance, il s'agit là d'un bien maigre pronostic, surtout si l'on considère que, pour atteindre cette croissance, l'UE accepte de sacrifier des acquis démocratiques, sociaux et écologiques précieux. Et, de surcroît, des objectifs arrêtés dans le passé, tel en matière de protection du climat, sont piétinés et manqués de manière flagrante.

Une Europe qui poursuit un tel développement ne peut que creuser davantage le fossé qui sépare déjà la bureaucratie européenne des citoyens de l'Europe. Or, à la longue, seule une Union européenne qui respecte des valeurs comme la solidarité, l'équité et les acquis sociaux, qui renforce la démocratie et la durabilité, aura une chance de perdurer, de s'assurer l'acceptation de ses citoyens et d'empêcher la montée de l'extrême droite. Citons dans ce contexte la formulation très pertinente des organisations écologiques allemandes:

*« L'Union européenne est littéralement coincée dans une crise à multiples facettes: plutôt que de sortir l'UE de la crise, la politique d'austérité enclenchée par cette-dernière en réponse à la crise économique et à l'endettement ne fait qu'aggraver les problèmes de la population dans de nombreux états membres et renforce la méfiance des citoyens à l'égard des institutions européennes. Sur le plan économique, l'Europe s'effondre, ce qui nourrit les tendances eurosceptiques et nuit à l'image de l'UE. **La renationalisation ne constitue pas un moyen pour sortir de la crise; il échet plutôt de renforcer l'intégration européenne et de forger une véritable union politique et démocratique.** C'est le seul et unique moyen dont dispose l'Europe pour regagner sa force politique. Il ne suffit point de mettre en place une politique économique et financière à échelle européenne, il faut aussi et surtout doter l'Europe de **fortes compétences en matière de politique environnementale et climatique.** Il ne faut pas perdre de vue qu'une politique de croissance effrénée ne fera qu'aggraver la crise écologique que nous vivons et qui risque de peser lourd – très lourd – sur le bien-être des générations futures. A ce jour, des résultats concrets font cruellement défaut pour qu'on puisse parler d'une Europe à vocation écologique durable. **Si nous voulons poser un frein aux crises du présent, le nouveau Parlement européen devra devenir le moteur de l'Europe durable de demain.** Il devra regagner la confiance du citoyen européen et combler le fossé qui s'est creusé entre les citoyens et l'exécutive européenne. Pour atteindre cet objectif, l'Europe a besoin d'institutions transparentes, légitimes et démocratiques, qui au-delà sont soumises à un contrôle régulier!*

Dans les cinq années à venir, il sera donc indispensable d'engager et de promouvoir la modernisation écologique, sociale et politique de l'Union européenne.»

A l'instar de nombreuses autres organisations écologiques de l'Union européenne, le Mouvement Ecologique s'engage - au vu de l'importance des atouts dont nous jouissons grâce à l'Europe dans bon nombre de domaines sociaux - et formule les revendications suivantes dans le sens d'une modernisation écologique, sociale et politique de l'UE par le biais des revendications suivantes:

1

Rendre la politique européenne plus transparente et plus démocratique – également au Luxembourg!

L'idée européenne nécessite une large acceptation auprès des citoyens, et cela dans toutes les couches de la population. Le seul moyen pour y arriver est d'améliorer l'information du citoyen et d'ouvrir la participation citoyenne, voire de permettre aux regroupements et parlements nationaux de forger la politique européenne. Au Luxembourg, abstraction faite des promesses, des pas concrets dans ce sens font défaut. Il s'agit plus précisément de:

- fixer des règles en matière de processus de discussion en amont des débats menés dans le cadre communautaire: une liste de critères objectifs devra permettre de retenir les processus décisionnels à suivre à échelle nationale en amont des débats européens (il s'agit p.ex. des questions "à quel moment faut-il impliquer la Chambre des Députés?" ou encore "Quand les eurodéputés luxembourgeois ont-ils besoin d'un mandat formel?").

- améliorer l'information sur la position affichée par les représentants luxembourgeois / améliorer l'information publiée par les ministères en recourant davantage aux publications par internet et en multipliant les communiqués de presse:

* La position du gouvernement doit faire l'objet d'une publication, en amont de toute décision. De même, les prises de position, les votes des eurodéputé(e)s doivent être communiqués, de manière systématique, par voie de presse ou encore au moyen d'une page internet spécialement dédiée à ce genre de questions et régulièrement tenue à jour.

* Les projets de directives importantes, les textes législatifs majeurs en élaboration, doivent être soumis pour avis aux acteurs concernés, en amont de toute décision, accompagnés d'une proposition d'échange de vues ...

- accorder une aide financière aux organisations non gouvernementales afin de soutenir leurs efforts au niveau européen et de leur permettre de s'engager davantage et de manière professionnelle dans les dossiers à vocation européenne: La collaboration de la société civile s'avère indispensable pour renforcer l'importance des thèmes européens dans l'actualité, rendre l'information de l'opinion publique plus démocratique etc.





2



Démocratiser les décisions prises au niveau communautaire et les affranchir des lobbies (économiques et autres)!

La mise en place d'instruments efficaces est indispensable si nous voulons démocratiser et rendre les institutions européennes et les processus décisionnels plus transparents et surtout si nous voulons endiguer le lobbyisme excessif de certains milieux économiques. Parallèlement, il faut impliquer davantage le citoyen, notamment en recourant aux moyens suivants:

- **renforcer le rôle du Parlement européen;**
- **garantir un dialogue et une participation systématiques de la société civile dans le cadre des décisions européennes:** dans ce contexte, un véritable plan d'action devrait être établi, dans le but de permettre un dialogue ouvert et un échange de vues organisé sur les dossiers européens (l'implication du citoyen ne doit pas se limiter aux questionnaires électroniques, comme c'est le cas en grande partie à l'heure actuelle);
- **renforcer le "droit à l'information"** (e.a. en ouvrant l'accès à l'information) **et les moyens de participation et de recours** des citoyens et de la société civile au niveau européen;
- **introduire un registre de transparence contraignant:** en attendant la finalisation du registre obligatoire des lobbies européennes, un registre volontaire devrait être mis en

place. Les eurodéputés devraient refuser tout contact avec des lobbies non-enregistrés et revendiquer cette même position de la part des membres de commissions et des fonctionnaires européens.

- **interdire l'accès privilégié aux lobbyistes (surtout de grands groupes dominant le marché)** afin d'endiguer leur influence démesurée sur la politique (p.ex. au sein de comités consultatifs dans lesquels leur rôle s'avère trop dominant).
- **retravailler le code de conduite des membres du Parlement européen**, p.ex interdire aux eurodéputés de poursuivre une occupation annexe qui peut déboucher sur un conflit d'intérêts; interdire le financement de personnel et de bureaux au moyen de capitaux étrangers; introduire la mise à plat obligatoire des intérêts et mettre en place de nouvelles règles afin de couper court aux effets de « pantouflage » lorsque les parlementaires quittent le parlement;
- **veiller à la transparence face aux lobbies et à l'éthique des réformes dans le cadre de l'audition des candidats à élire à la commission.**



Imposer le développement durable comme base d'une politique européenne cohérente!

- **fixer le développement durable comme «post-2015 global sustainable development goal»**: la protection de l'environnement devra être la pierre angulaire des objectifs dénommés « post-2015 global sustainable development goals » visant à réduire la pauvreté. Il appartiendra au Parlement européen de veiller à ce que l'agenda européen en tienne compte dans tous les domaines politiques cruciaux.

- **introduire au niveau communautaire un nouvel indicateur de bien-être, à côté du produit national brut**: à savoir un indicateur qui permet de réaliser une analyse plus réelle de la prospérité d'un pays et qui renferme notamment des éléments comme le niveau d'éducation de la population, le pourcentage de la population qui vit en-dessous du seuil de pauvreté etc.

- **mettre en place un «contrôle de la durabilité», en amont de toute décision communautaire** («ex-ante sustainability assessments»), dans le but de garantir que les aspects sociaux, écologiques et les questions d'équité soient dès le départ pris en compte à leur juste valeur dans le cadre des décisions prises au niveau européen.

- **faire de la création d'emplois verts («green jobs»)** dans des domaines prometteurs une **priorité absolue pour l'UE**: à cet égard, un des éléments cruciaux est la promotion active de la transition énergétique – en renonçant de manière conséquente aux énergies fossiles – et la création de nouveaux emplois, dits « emplois verts ». Parallèlement, des mesures de requalification ciblées vont devoir être mises en place pour les travailleurs des secteurs obsolètes.

Il s'agira d'encourager la création d'emplois notamment dans les secteurs de la formation (continue), des services (secteur santé-social), de l'énergie (énergies renouvelables, économies d'énergie) etc. Des millions d'emplois peuvent être créés à échelle européenne, qui satisfont tant aux exigences de critères écologiques et sociaux qu'aux défis lancés par une économie orientée vers l'avenir.

- **instaurer le droit à l'approvisionnement en énergie pour toutes les populations de la communauté européenne**, par la fixation de mesures prévenant la "précarité énergétique" des citoyens à faible revenu.



4

Instaurer une politique financière et une réforme fiscale plus durable au niveau communautaire

- **permettre, respectivement préparer une réforme fiscale à vocation durable:** chaque état membre dispose des compétences nationales suffisantes pour poser les jalons dans le sens d'une réforme fiscale durable. Des décisions cruciales devant être prises au niveau européen, cet exercice requiert néanmoins un certain travail préparatoire pour que les bons accents soient mis dès le départ, dans le sens d'une véritable réforme fiscale durable, qui allège le facteur « travail » et qui pénalise la pollution et la consommation irresponsable des ressources énergétiques.

- **repenser la politique de la Banque européenne d'investissement:** disposer e.a. que les projets en matière de climat, de protection des ressources et de préservation de la biodiversité bénéficient dans une plus large mesure des investissements de la BEI et que les projets qui s'avèrent contreproductifs ne soient plus soutenus. En outre, il faudra garantir et renforcer l'implication des populations locales dans le cadre des projets financés par la BEI.

- **supprimer les subventions européennes qui produisent l'effet inverse de l'effet escompté:** l'UE devra s'appliquer à remettre en question et à supprimer d'ici 2020 tous les postes ancrés dans le budget de l'UE et toutes les subventions allouées qui sont contreproductifs du point de vue écologique.

5



Les objectifs prioritaires en matière de climat et d'énergie: protection du climat, efficacité énergétique et renoncement aux énergies fossiles!

- **fixer des objectifs exigeants en matière de protection du climat, énergies renouvelables et efficacité énergétique!** L'UE est actuellement en train de ficeler un nouveau "paquet climat-énergie" pour 2030. Malheureusement la proposition soumise par la Commission européenne dans ce contexte est entièrement insatisfaisante. Le Luxembourg et ses euro-députés devront revendiquer une réduction des gaz à effet de serre de l'ordre de 55% au moins d'ici 2030. Ce qui signifie parallèlement pour le Luxembourg qu'il devra développer les énergies renouvelables (atteindre 45%, alors qu'actuellement le Luxembourg est « lanterne rouge » dans ce domaine) et qu'il devra réduire sa propre consommation globale finale de 40% !

Afin d'éviter que la hausse des températures moyennes globales ne dépasse plus de 2°C (autrement les conséquences ne seront plus gérables), d'autres efforts – bien plus décisifs – seront nécessaires : le Luxembourg doit continuer à revendiquer à l'échelle internationale l'objectif de réduire les émissions de 80-95% d'ici l'année 2050 ! Une telle politique énergétique et climatique est créatrice d'emplois. Elle renforce l'économie nationale et contribue à réduire la dépendance énergétique.

- **sauver le système communautaire des échanges de quotas d'émissions!** L'échange

de quotas d'émissions tel qu'il est conçu aujourd'hui ne peut pas fonctionner puisqu'il n'offre aucune incitation à investir dans les énergies propres, bénéfiques au climat. Au contraire: les certificats d'émission qui inondent actuellement le marché font radicalement baisser les prix pour le CO2 et font que les émissions au sein de l'UE peuvent même être en hausse à l'heure actuelle. Afin de réformer ce système d'échange, les objectifs climatiques de l'UE, et parallèlement les réductions d'émissions annuelles, doivent être sérieusement revus à la hausse et 2,2 milliards de certificats doivent être annulés de manière définitive. Au-delà, il faudra veiller à mettre en place un mécanisme d'adaptation qui empêchera tout excédent de certificats à l'avenir.

- **sortir du charbon:** à échelle mondiale, le lignite et la houille sont aujourd'hui les pires ennemis du climat. Le charbon est hautement polluant et provoque des maladies respiratoires.

Il est d'autant plus absurde de voir qu'en Europe aussi, le charbon connaît un nouvel essor. L'UE doit veiller à une plus forte utilisation du gaz naturel (moins polluant) dans les centrales modernes, lors de la phase transitoire qui mènera à la décarbonisation de l'approvisionnement énergétique. Le subventionnement de l'extraction et de la combustion de charbon doit être stoppé.



- **Halte au gaz de schiste (fracking)!** L'UE doit dire «Non» au fracking (c.à.d. à la fracturation hydraulique) qui est un procédé de dislocation ciblée des formations géologiques au moyen d'injections, sous très haute pression, de fluides chimiques pour extraire le gaz de schiste. D'un côté cette technique constitue un réel danger pour l'homme et pour l'environnement, et de l'autre côté, elle absorbe indûment beaucoup d'argent qui est nécessaire (et mieux investi) pour réaliser une réelle transition énergétique. Le gaz provenant de la fracturation hydraulique est au moins tout aussi polluant que les autres combustibles fossiles. L'UE ne doit pas emprunter cette voie dangereuse au motif d'une prétendue sécurité énergétique. Permettre aux états membres de s'opposer individuellement au développement du fracking sur leur territoire est la moindre des choses...

- **les agrocarburants constituent un problème, non une solution:** nous sommes très bien conscients du fait que les agrocarburants, qui sont produits à base de biomasse, ne nous livrent pas la solution à nos problèmes d'ordre climatique et énergétique. Au contraire : leur écobilan est catastrophique, tout comme leurs effets sur la sécurité alimentaire, la biodiversité et les droits des hommes qui vivent dans les zones de production, situées principalement dans le sud. La solution pour l'UE – aussi en matière de transports – ne peut résider que

dans un revirement global, en direction de la promotion des transports publics, de moteurs économiques et d'une mobilité électrique écoresponsable.

- **«Non» et encore «Non» à l'énergie nucléaire!** Les dangers de l'énergie nucléaire et la non-acceptation de la population de cette forme d'énergie sont largement connus. Les mythes avancés par le lobby nucléaire sont des mensonges : le nucléaire est ni bon marché, ni ecofriendly et ne libère aucunement l'Europe de la dépendance des importations d'énergies en provenance de régions instables. Il est grand temps d'emprunter la voie de la raison ! L'UE doit stopper toute subvention directe ou indirecte de l'énergie nucléaire (que ce soit via Euratom ou via les pays membres individuels) et elle doit faire endosser les coûts réels du stockage et de l'élimination aux pollueurs responsables. Les efforts visant à garantir la construction de nouvelles centrales, pour les décennies à venir, au moyen de tarifs d'injection garantis, doivent être radicalement endigués, au besoin devant la Cour de justice européenne.

6



Stopper les négociations sur l'accord de libre-échange UE-Etats-Unis!

L'UE doit mettre un terme aux négociations avec les Etats-Unis portant sur un traité de libre-échange. Dans le collimateur ne sont pas uniquement le TTIP (Transatlantic Trade and Investment Partnership) entre l'UE et les Etats-Unis ayant fait l'objet des débats publics, ainsi que l'accord entre l'UE et le Canada (CETA/Comprehensive Economic and Trade Agreement), mais également toute une série d'autres accords qui sont actuellement en phase de préparation et de négociation. Il est de l'avis unanime de bon nombre d'organisations à vocation écologique et sociale, de syndicats et de nombreux regroupements citoyens à échelle européenne qu'un arrêt net des négociations est incontournable. Au Luxembourg aussi, un mouvement rassemblant d'importants acteurs civils s'est créé dans le but de s'opposer au TTIP.

Il n'est pas acceptable que de tels accords puissent remettre en question les acquis sociaux et démocratiques des années, voire décennies passées, et cela d'une manière pour le moins antidémocratique, puisque les négociations sont secrètes. Et avec un prétendu but de croissance qui est de l'ordre de 0,5% dans 10 ans. Voilà qui ouvrirait largement la porte aux aliments génétiquement modifiés, à la viande traitée aux hormones, à l'importation de substances chimiques prohibées à l'heure

actuelle et ... au fracking, pour ne mentionner que ces exemples-là.

Les droits d'action et les tribunaux spéciaux réclamés pour les entreprises dans le cadre des accords (investisseur-Etat-tribunaux d'arbitrage) sont diamétralement opposés aux principes d'un état de droit. L'Europe, le Canada et les Etats-Unis, qui disposent de systèmes juridiques très développés, ne nécessitent aucunement de recourir à un pareil accord d'investissement. Il faudra s'attendre à une avalanche de plaintes de grands groupes à l'encontre d'un état donné dès qu'une réglementation nationale, qui protège p.ex. les intérêts de l'environnement de l'état en question, contrevient aux intérêts économiques desdits groupes.

Le Parlement européen, en sa qualité d'organe démocratique représentant les intérêts des citoyens européens, doit se prononcer en défaveur de l'accord de libre-échange entre l'UE et les Etats-Unis !





La politique agricole commune doit favoriser les exploitations traditionnelles et écologiques

- Garantir le droit à l'alimentation à échelle mondiale: dans le monde entier, environ 840 millions de personnes souffrent de la faim ! Tolérer la famine est un crime. S'y ajoute la triste réalité qui fait que la production journalière actuelle de 4.600 calories (en moyenne) par habitant suffirait pour nourrir la terre entière. Une constatation qui ne fait qu'empirer la réalité. L'UE doit enfin adopter le principe de la souveraineté alimentaire, se libérer de sa production agricole orientée vers l'exportation et réserver 10% du budget de développement au soutien pour les agriculteurs des pays défavorisés (en voie de développement).

- Réduire les importations d'aliments - encourager les cultures indigènes: chaque année, l'UE importe 37 millions de tonnes de soja en aliments pour animaux, dont la majeure partie est génétiquement modifiée. Dans les pays producteurs, la demande massive de soja aboutit aux monocultures, à l'utilisation renforcée de pesticides résultant dans la destruction des sols et de la biodiversité. Au sein de l'UE, nous retrouvons ce même problème de l'appauvrissement de la biodiversité parce que la potentielle variété des aliments d'animaux reste inexploitée. Le Luxembourg importe chaque année 70.000 tonnes d'aliments pour animaux (cf. «Meng Landwirtschaft»). Nous avons besoin d'une réorientation massive vers

les plantes fourragères indigènes, surtout vers les dits légumineux. L'agriculture luxembourgeoise est une source importante d'émissions de gaz à effet de serre, notamment de méthane et d'oxyde de diazote, qui sont deux gaz à fort potentiel de réchauffement. A noter qu'en 2011, ces deux gaz ont fait que les émissions de gaz à effet de serre de l'agriculture nationale ont atteint 663.650 tonnes de CO₂.

Les gaz se forment avant tout sur les surfaces agricoles qui sont fortement fertilisées. La consommation d'énergie primaire s'élève actuellement à 800.000 barils/an (avec une production de CO₂ correspondante) dans l'agriculture. (Citation «Meng Landwirtschaft»).

- Elevage lié à la surface - oser des concepts "novateurs": un plus grand recours aux antibiotiques dans le cadre des élevages intensifs d'un côté et une inacceptation croissante de ce recours du côté des consommateurs de l'autre côté montrent clairement que le concept du « croître ou disparaître » ne se justifie plus de nos jours, surtout dans le contexte de l'élevage d'animaux. Il est indispensable de soumettre l'élevage d'animaux à une restructuration fondamentale. Le concept de « l'élevage dans le respect de la surface » constitue la bonne solution: élever le nombre d'animaux que l'exploitation est en mesure de nourrir de manière indépendante.



Stopper la perte de biodiversité et la dégradation des écosystèmes au niveau communautaire

- **transposer les directives communautaires de manière systématique:** l'UE s'est engagée à freiner la perte de biodiversité et la dégradation des écosystèmes d'ici 2020 et de rétablir les écosystèmes endommagés dans la mesure du possible. A cette fin, l'UE dispose d'une législation reconnue en matière de protection de la nature et du plus important système de protectorat du monde, néanmoins, des **déficits de transposition majeurs existent dans les états membres et notamment au Luxembourg.** Le Parlement européen doit veiller à ce que les directives de protection de la nature soient dûment transposées en droit national afin de permettre au réseau de sites naturels européens Natura 2000 de remplir pleinement son rôle.

Des plans de gestion obligatoires doivent être imposés à l'ensemble des sites faisant partie du réseau. Parallèlement, la Commission européenne doit être dotée des compétences nécessaires afin de contrôler si le financement du réseau est adéquat et si les dispositions à son égard sont respectées. La qualité et la richesse des ressources naturelles – air pur, sols fructueux et non pollués, eaux de source de qualité irréprochable, écosystème en harmonie, aliments sains – constituent le fondement du bien-être et de l'activité économique de l'Homme. La biodiversité joue un rôle déterminant dans ce contexte.

La **stratégie EU-2020 en matière de biodiversité** doit par conséquent être transposée rapidement et complètement. En 2015, la réalisation d'un bilan intermédiaire permettra de dire si l'UE sera en mesure d'atteindre les objectifs de la stratégie jusqu'en 2020 ou non. C'est la raison pour laquelle il est indispensable d'**augmenter**, le plus rapidement possible, à **1% du budget de l'UE** les fonds du **programme de financement LIFE** destiné à soutenir des projets de protection de l'environnement.

Des initiatives visant l'amélioration des « infrastructure vertes », le rétablissement des écosystèmes endommagés ou encore le contrôle amélioré des espèces envahissantes doivent être encouragées et transposées. Au-delà, des règles contraignantes visant la protection des sols doivent être fixées à échelle communautaire.

- **Poser un frein à la perte de surfaces boisées:** la perte continue de surfaces boisées aggrave non seulement les problèmes climatiques, elle contribue au-delà massivement à la disparition d'espèces. L'impact des conséquences sociales mondiales au détriment de millions d'hommes est désastreux. Le bois est une matière première importante, dont l'utilisation rationnelle doit être encouragée, à condition de s'assurer que ce bois provient de forêts gérées durablement.

Mettre en place des instruments concrets pour réduire la consommation des pesticides, la pollution et le recours aux produits chimiques dangereux

- **garantir une réduction substantielle de l'utilisation de pesticides et de produits chimiques dangereux!** Un nombre important de produits chimiques (y inclus les nanomatériaux) que nous retrouvons dans la fabrication journalière de produits, sont polluants et constituent une menace pour notre santé. Les conséquences néfastes engendrées, p.ex. par les pesticides sur les abeilles, sont claires et scientifiquement établies! Le Parlement européen doit adopter des mesures strictes – voire même des interdictions le cas échéant – afin de réduire considérablement l'utilisation de ces substances. Les substances chimiques qui provoquent infertilité et déséquilibres hormonaux doivent être prohibés prioritairement. Les populations vulnérables (enfants, salariés de certains secteurs, etc.) doivent faire l'objet d'une protection particulière.

- **freiner la consommation des ressources – objectif prioritaire de l'UE!** La biodiversité et les produits de la nature sont des ressources naturelles qui méritent une attention toute particulière – aussi et surtout dans le contexte d'une politique européenne qui mise davantage sur l'efficacité. La consommation raisonnable de ressources (limitées) – «raw material consumption» – doit à l'avenir jouer un rôle primordial dans l'exploitation des ressources. Un réel défi est lancé au Parlement européen ! Réduire nettement la consommation de nos

ressources d'ici l'an 2020 – et d'ici 2050 - devra devenir un objectif contraignant pour l'UE. Des objectifs de recyclage et de réutilisation innovants pourront contribuer à redynamiser le cycle économique à échelle européenne.

Des mesures doivent être introduites pour empêcher les fabricants de réduire artificiellement la durée de vie d'un produit (obsolescence) : il échet d'éviter que les appareils électriques doivent être éliminés précocement étant donné leurs défauts calculés inhérents. La fabrication de produits «best» doit être encouragée, des objectifs de recyclage et de réduction des déchets clairs définis, l'économie cyclique promue, la responsabilité du fait des produits renforcée, etc.

- **réduire la pollution de l'air de manière considérable – en harmonie et selon les intérêts de la santé humaine:** L'Organisation mondiale de la santé (WHO) a classifié la pollution de l'air comme produisant des effets cancérigènes. Ce qui explique les efforts que le Parlement européen doit entreprendre afin d'imposer des objectifs stricts et contraignants pour 2020, 2025 et 2030 dans le contexte de la qualité de l'air. La pollution de l'air causée par les secteurs de l'industrie, de l'agriculture, de la navigation, de la construction et celle qui est provoquée par les systèmes de chauffages doit être freinée !

Protection du climat : le comportement de vote des eurodéputés luxembourgeois dans la rétrospective

RANKING OF NATIONAL POLITICAL PARTIES

based on 2009-2014 voting records on climate and energy policies

VERY GOOD



Déi Grëng - Les Verts (G-V)
Greens/EFA
1 ↑



Parti démocratique (PD)
ALDE
1 ↑

BAD



Parti chrétien social luxembourgeois (CSV)
EPP
3 ↓

VERY BAD



Parti ouvrier socialiste luxembourgeois (POSL)
S&D
1 ↓

RANKING OF PARLIAMENTARIANS

VERY GOOD

90% Charles GOERENS (PD)
90% Claude TURMES (G-V)

GOOD

70% Georges BACH (CSV)

BAD

40% Frank ENGEL (CSV)
30% Astrid LULLING (CSV)

VERY BAD

10% Robert GOEBBELS (POSL)

EUROPEAN POLITICAL GROUP MEMBERSHIP

ALDE Alliance of Liberals and Democrats for Europe

ECR European Conservatives and Reformists

EFD Europe of Freedom and Democracy

EPP European People's Party

Greens/EFA Greens/European Free Alliance

GUE/NGL European United Left – Nordic Green Left

NM Non-attached Members

S&D Progressive Alliance of Socialists and Democrats

Le Mouvement Ecologique est membre du « Climate Action Network Europe » (CAN).

Le CAN a analysé le comportement de vote des eurodéputés pendant la période 2009-2014 en relation avec 10 questions cruciales portant sur la protection du climat*.

Chaque fois que les eurodéputés se sont engagés en faveur d'objectifs énergétiques et climatiques d'envergure, ils recevaient 1 « point » ; dans le cas d'un vote négatif de leur part, aucun point ne leur était attribué. L'évaluation a fourni le résultat suivant :

très bien (75-100%),
bien (50-74%),
mauvais (25-49%)
très mauvais (0-24%).

La publication du comportement de vote des eurodéputés (aussi luxembourgeois) démontre dans quelle mesure il est important de suivre leur position, ainsi que la position de leurs partis politiques au niveau communautaire. Le Mouvement Ecologique fera cet exercice de manière plus conséquente dans les années à venir.



* (citation de la publication du CAN): « The votes cover the EU's Emissions Trading Scheme, the 2020 and 2030 greenhouse gas emission reduction targets, renewable energy policies, energy efficiency policies, the international climate negotiations, climate in development policies, international climate finance and the Mechanism for Monitoring and Reporting ».



Ensemble plus fort pour un développement durable

Pour devenir membre

Vous pouvez demander des infos supplémentaires (rapport d'activité etc) par Tél ou par email: meco@oeko.lu. Nos prises de position sont notamment publié sur le site internet www.meco.lu

Nous pouvons vous envoyer sur demande le formulaire d'adhésion. Ou vous pouvez devenir membre en nous virant le montant respectif sur
CCPL LU16 1111 0392 1729 0000 ou
BCEE LU20 0019 1300 1122 4000

Cotisation

50€ (membre individuel)
75 € (ménage)
20€ (étudiant ou chômeur).

En tant que membre, vous recevrez automatiquement 16 fois/an notre bulletin qui contient toutes les informations



www.meco.lu